

ACTION URGENTE

DEUX GRÉVISTES DE LA FAIM SONT DANS UN ÉTAT CRITIQUE

Deux hommes incarcérés à la prison d'Adel Abad à Chiraz, dans le sud-ouest de l'Iran, sont dans un état critique. Ils observent une grève de la faim prolongée pour protester contre le dur traitement infligé aux derviches, dont des avocats, incarcérés à la prison d'Evin à Téhéran. Ils ont été roués de coups, ont perdu connaissance à plusieurs reprises et sont maintenus en vie par perfusion intraveineuse.

Saleh Moradi et Kasra Nouri sont des derviches Gonabadi de l'ordre des Némattolahi, l'une des confréries soufies les plus importantes d'Iran. Ils ont commencé le 15 janvier une grève de la faim, décidant de n'ingérer que des liquides, pour dénoncer le transfert illégal de sept derviches, dont des avocats, placés en détention sans jugement, à l'isolement, à la prison d'Evin à Téhéran. Le 21 mars, les deux hommes ont monté d'un cran dans leur protestation, et entamé une grève de la faim « sèche », refusant également de boire. Ils auraient chacun perdu 35 kilos et seraient dans un état critique. D'après une source proche des deux hommes, le 25 mars, des membres des forces de sécurité de la prison et des représentants du ministère du Renseignement leur ont attaché les mains et les pieds et leur ont fait avaler du pain de force, dans le but de mettre un terme à leur grève de la faim. Cette scène aurait été filmée par les autorités, afin de « prouver » qu'ils avaient cessé leur action. Le 1^{er} avril, Kasra Nouri a été transféré dans un centre du ministère du Renseignement et aurait été passé à tabac avant d'être ramené à la prison d'Adel Abad. Les deux hommes ont été transférés à l'infirmerie de la prison, où on leur injecte des liquides par intraveineuse.

Saleh Moradi, journaliste et administrateur du site *Majzooban-e Nour* (site soufi d'information qui dénonce les atteintes aux droits humains dont sont victimes les derviches) et Kasra Nouri, membre du réseau de ce site Internet, ont été arrêtés en septembre 2011 et janvier 2012 respectivement, lors d'une vague d'arrestations ciblant les derviches Gonabadi. Arrêtés en lien avec leurs activités militantes, ils ont été accusés d'avoir « porté atteinte à la sécurité nationale » et de « propagande contre le régime ». Ils n'ont pas encore été jugés. Ils n'ont pas été autorisés à rencontrer un avocat depuis leur arrestation.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités iraniennes de veiller à ce que Saleh Moradi et Kasra Nouri soient régulièrement suivis par des professionnels de la santé qualifiés, afin de bénéficier de soins conformes à l'éthique médicale, y compris dans des hôpitaux civils disposant d'unités spécialisées ; ils ne doivent pas être contraints à mettre un terme à leur grève de la faim, doivent en permanence être traités avec humanité et ne doivent pas être sanctionnés d'une quelconque manière pour leur action ;
- demandez aux autorités de les libérer immédiatement, à moins qu'ils ne soient inculpés dans les meilleurs délais d'une infraction dûment reconnue par le droit international et jugés dans le respect des normes internationales d'équité des procès ; demandez qu'ils puissent consulter immédiatement l'avocat de leur choix ;
- exhortez-les à enquêter sur les allégations selon lesquelles ils ont été torturés. Les responsables présumés de ces agissements devront être traduits en justice dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 MAI 2013 À :

Gouverneur de la prison d'Adel Abad

Ghassemi Eskandari

Prison d'Adel Abad

Shahrak-e-Shahid Motahari

Edalat Boulevard

Shiraz

Iran

Formule d'appel : Dear Sir, / Monsieur,

Responsable du pouvoir judiciaire de la

province du Fars

Doctor Khodaiyan

Shohada Square

Central Judicial Compound

Shiraz

Fars Province

Courriel : khodaiyan@dadfars.ir

Formule d'appel : Dear Sir, / Monsieur,

Secrétaire général du Haut conseil des

droits humains

Mohammed Javad Larijani

c/o Office of the Head of the Judiciary

Pasteur St, Vali Asr Ave

South of Serah-e Jomhouri

Tehran, Iran

Courriel : larijani@ipm.ir

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur,

Copies à :

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Iran dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DEUX GRÉVISTES DE LA FAIM SONT DANS UN ÉTAT CRITIQUE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Kasra Nouri et Saleh Moradi ont tous deux été arrêtés lors d'une vague d'interpellations qui a pris pour cibles plus de 60 derviches Gonabadi dans les villes iraniennes de Kavar, Téhéran et Chiraz entre septembre 2011 et janvier 2012. Le 10 septembre 2011, Saleh Moradi a été arrêté au cours d'une descente des forces de sécurité à son domicile à Chiraz, dans la province du Fars, dans le sud-ouest du pays. Ils ne lui ont pas présenté de mandat d'arrêt, mais l'ont transféré au centre de détention du ministère du Renseignement de Chiraz, plus connu sous le nom de « n° 100 », où il aurait été torturé pendant deux mois avant d'être conduit à la prison d'Adel Abad. Kasra Nouri a été interpellé le 11 janvier 2012, puis libéré le 26 février après avoir versé une caution de 500 millions de Rials (environ 31 000 euros). Il a de nouveau été arrêté le 14 mars 2012 et aurait été détenu au secret au centre de détention du ministère du Renseignement de Chiraz, avant d'être transféré à la prison d'Adel Abad. Sa famille n'a pas été informée du lieu où il se trouvait et n'a été autorisée à lui rendre visite que quatre semaines après son interpellation.

Le 9 avril 2013, le directeur de la prison d'Adel Abad, Ali Mozafari, a rendu visite aux deux détenus à l'infirmerie, leur a donné une accolade et a fondu en larmes. Il a démissionné sur-le-champ en signe de protestation, affirmant qu'il n'était pas en son pouvoir de remédier à cette situation « injuste ». Il a depuis été remplacé par Ghassemi Eskandari.

Les deux hommes observent une grève de la faim pour protester contre la situation de sept derviches, avocats et directeurs du site *Majzooban-e Nour*, dont l'état de santé se dégrade. Ils ont été transférés illégalement depuis l'unité générale, section 350, de la prison d'Evin, à Téhéran, à l'isolement dans la section 209, placée sous le contrôle du ministère du Renseignement. Les sept derviches, dont les quatre avocats Afshin Karampour, Amir Eslami, Farshid Yadollahi et Mostafa Daneshjoo, et trois autres, Hamid-Reza Moradi Sarvestani, Omid Behrooz et Reza Entesari, ont tous été arrêtés à peu près au même moment en septembre 2011. Depuis, ils n'ont pas été inculpés officiellement, mais sont accusés de « diffusion de propagande hostile au régime » et d'« atteinte à la sécurité nationale ». En janvier 2013, le juge Abolghasem Salavati de la 15^e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran les a convoqués devant le tribunal. Ils ont dénoncé l'illégalité de leur incarcération et l'absence de procédure légale dans leur affaire et ont refusé d'être jugés lorsqu'ils ont été convoqués. À titre punitif, les autorités les ont transférés de l'unité générale à l'isolement. Aux termes du droit international, tout suspect doit être inculpé dans les meilleurs délais et traduit devant un tribunal pour l'examen des charges.

En Iran, les membres de minorités religieuses, dont les communautés derviches, sont victimes de discrimination, de harcèlement et d'arrestations arbitraires. Des biens appartenant à ces communautés sont également endommagés. Ces dernières années, les derviches Gonabadi, qui en Iran se considèrent comme des musulmans chiites, sont victimes d'un harcèlement croissant. Les arrestations en septembre 2011 ont eu lieu à l'issue de plusieurs semaines de tensions croissantes suscitées par un discours que le Guide suprême a prononcé à Qom, le principal centre d'études religieuses, et au cours duquel il dénonçait le « faux mysticisme » et encourageait ses auditeurs à informer le grand public des « dangers » que représentent les minorités religieuses en Iran, y compris les Soufis (voir l'AU 280/11, MDE 13/080/2011, <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE13/080/2011/fr>).

Plusieurs responsables religieux influents ont émis des fatwas critiquant les Soufis. En 2006, l'ayatollah Lankarani a déclaré qu'ils « égarent la jeunesse iranienne » et que « tout contact avec eux [était] prohibé ». Des centaines d'entre eux ont été arrêtés à Qom en février 2006 à la suite de manifestations contre la destruction de leur lieu de culte (*hosseiniya*) ; voir l'AU 43/06 (MDE 13/018/2006, <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE13/018/2006/fr>). Des lieux de culte ont été détruits ou fermés de force dans plusieurs autres villes. Au moins quatre enseignants ont été renvoyés en 2008 pour avoir pris part à des pratiques soufies. En octobre 2008, sept personnes ont été arrêtées à Ispahan et cinq à Karaj, près de Téhéran, en raison, semble-t-il, de leur appartenance à cette communauté.

Noms : Kasra Nouri et Saleh Moradi

Genre : hommes

AU 88/13, MDE 13/018/2013, 12 avril 2013